

Les Echos



Les Français, le déficit public et la réforme de l'Assurance chômage

—
Sondage ELABE pour Les Echos et l'Institut Montaigne

4 avril 2024

—
ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour BFMTV

Interrogation

- Echantillon de **1 005** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

- Interrogation par Internet du **2 au 3 avril 2024**.



Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.



Principaux enseignements

➤ Pour l'opinion, la responsabilité du déficit public revient d'abord à la mauvaise gestion des gouvernements successifs et à la crise Covid

Pour les Français, les principales causes du déficit public actuel sont *la mauvaise gestion des gouvernements des 30 dernières années* (47% citent cette raison, 3 choix possibles parmi 10 items), *la mauvaise gestion d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements* (46%) et *la crise covid et les aides dépensées lors du « quoi qu'il en coûte »* (46%). Derrière cette trois raisons, 1 Français sur 3 cite *les aides sociales trop généreuses* (36%), *le contexte international et la guerre en Ukraine* (34%) et *la faiblesse de la croissance économique française* (31%). Enfin, les autres raisons évoquées sont *la hausse des taux d'intérêts* (18%), *le chômage trop élevé* (17%), *le ralentissement des pays européen partenaires* (8%) et *le ralentissement de l'économie chinoise* (5%).

Les causes du déficit public différent selon le vote :

- Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon l'attribuent à *la mauvaise gestion d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements largement devant* (71%), *la crise Covid et les aides dépensées lors du « quoi qu'il en coûte »* (46%) et *la mauvaise gestion des gouvernements des 30 dernières années* (44%)
- Les électeurs d'Emmanuel Macron à *la crise Covid et les aides dépensées lors du « quoi qu'il en coûte »* (62%), *le contexte international, la guerre en Ukraine* (45%) et *les aides sociales trop généreuses* (45%)
- Et les électeurs de Marine Le Pen aux *aides sociales trop généreuses* (60%), à *la mauvaise gestion d'Emmanuel Macron* (59%) et celle *des gouvernements des 30 dernières années* (45%)

A noter que *les aides sociales trop généreuses* sont davantage citées par les 65 ans et plus (47%) que par les tranches d'âge correspondant aux actifs (25-64 ans, 34%) et les plus jeunes (18-24 ans, 22%).

Principaux enseignements

> Les Français sont très partagés sur le durcissement de l'Assurance chômage...

Le Premier ministre Gabriel Attal a exprimé la volonté de durcir les règles de l'Assurance chômage, en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation (de 18 mois actuellement à 12 mois maximum). 52% des Français sont *favorables* à un durcissement des règles de l'assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation, dont 34% *plutôt favorables* et 18% *très favorables*. A l'inverse, 48% y sont *opposés*, dont 26% *plutôt opposés* et 22% *très opposés*.

Cette mesure clive politiquement : les électeurs d'Emmanuel Macron (72%) et de Marine Le Pen (61%) y sont majoritairement *favorables*, les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (73%) et les abstentionnistes (54%) *opposés*.

D'un point de vue socio-professionnel, les retraités approuvent en majorité (62%) un durcissement des règles tandis que les actifs sont très partagés (50% *favorables*, 50% *opposés*). Dans le détail, au sein des actifs, on observe que les cadres (57%) adhèrent en majorité mais que les professions intermédiaires (54%) et les employés/ouvriers (54%) sont une courte majorité à y être *opposés*.

> ...et doutent de l'efficacité de cette mesure pour réduire le déficit et inciter au retour à l'emploi

Concernant le durcissement de l'Assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation, 61% des Français estiment que cette mesure ne sera *pas efficace* pour réduire le déficit et 49% pour inciter les demandeurs d'emploi à (re)trouver un emploi (contre 51% *efficace*).

On observe une forte corrélation entre l'adhésion à cette mesure et le regard porté sur son efficacité en matière de retour à l'emploi : 80% des Français *favorables* la juge *efficace*, 80% des Français *opposés pas efficace*. En revanche, près de 40% des Français *favorables* à cette mesure doutent de son *efficacité* pour réduire le déficit public.

D'un point de vue politique :

- Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon estiment que cette mesure ne sera *pas efficace* pour réduire le déficit public (76%) et pour inciter au retour à l'emploi (63%)
- A l'inverse, les électeurs d'Emmanuel Macron considèrent majoritairement qu'elle sera *efficace* pour parvenir à ces deux objectifs (inciter au retour à l'emploi 68%, réduire le déficit 55%)
- Les électeurs de Marine Le Pen jugent quant à eux qu'un durcissement des règles de l'Assurance chômage permettra d'inciter au retour à l'emploi (56%) mais ils doutent de l'impact d'une telle mesure sur la réduction du déficit (60% *pas efficace*)

Principaux enseignements

➤ Pour réduire le déficit, les Français plébiscitent la taxation des superprofits et l'augmentation des impôts pour les plus riches mais rejettent la désindexation des retraites, la hausse des impôts pour tous et l'augmentation du nombre de jours de carence

Parmi des mesures proposées par le gouvernement ou évoquées dans le débat public pour réduire le déficit et la dette :

- Une large majorité de Français est *favorable* à taxer les superprofits des entreprises (84%, dont 50% *très favorables*) et à augmenter les impôts pour les Français les plus riches (76%, dont 37%). Ces deux mesures font consensus dans l'opinion, elles sont majoritairement approuvées au sein de toutes les catégories de population et électorats
- A l'inverse, les Français se disent *opposés* à baisser les pensions de retraite, les désindexer de l'inflation (90%, dont 63% *très opposés*), à augmenter les impôts pour l'ensemble des particuliers (89%, dont 48%) et à augmenter le nombre de jours de carence pour les salariés du privé (75%, dont 41%). Ces 3 mesures rencontrent l'opposition d'une majorité de Français au sein de toutes les catégories de population et électorats. La baisse des pensions de retraite est fortement rejetée par les retraités (99% *opposés*, dont 78% *très opposés*) et l'augmentation du nombre de jours de carence par les professions intermédiaires (84%) et les employés/ouvriers (79%)
- Une moindre proportion de Français est également *opposée* à augmenter les impôts pour les entreprises (56%). Cette mesure est un peu plus clivante d'un point de vue politique : 6 électeurs de Jean-Luc Mélenchon sur 10 y sont *favorables* (60%) tandis que la même proportion d'électeurs d'Emmanuel Macron (62%) et de Marine Le Pen (59%) y sont *opposés*.



Principaux enseignements

➤ « Passer sous les 3% de déficit d'ici 2027 » : une très large majorité de Français estime que le gouvernement ne parviendra pas à atteindre cet objectif formulé par Gabriel Attal

Le premier ministre Gabriel Attal a déclaré que « nous gardons l'objectif de passer sous les 3% de déficit en 2027 ». **82% des Français estiment que le gouvernement ne parviendra pas à atteindre l'objectif des 3% évoqué par le premier ministre Gabriel Attal, dont 50% probablement pas et 32% certainement pas. Seuls 18% jugent cela possible, dont 15% probablement et 3% certainement.**

Un scepticisme qui traverse toutes les catégories de population et électorats, y compris les électeurs d'Emmanuel Macron (67%) et les Français qui estiment que le durcissement de l'Assurance chômage est efficace pour réduire le déficit public (67%).

Il est particulièrement prégnant chez les professions intermédiaires (91%), les 35 ans et plus (86%), les personnes ayant des difficultés à boucler leurs fins de mois (86%) et les Français qui considèrent que le gouvernement actuel est responsable de ce déficit (93%).



Principaux enseignements

Le regard de l'Institut Montaigne



« Alors que le déficit public a finalement atteint 5,5% du PIB en 2023 contre 4,9% initialement prévus, le gouvernement cherche inlassablement de nouvelles mesures d'économies. Le durcissement des règles de l'assurance-chômage, réformées il y a à peine un an, semblent faire partie d'une des options possibles pour l'exécutif. Si cette mesure divise les Français - 52% d'entre eux sont favorables à la réduction de la durée d'indemnisation - elle semble pourtant délétère d'un point de vue économique. La réforme précédente ayant justement entériné un effet contra-cyclique intéressant dans l'indemnisation chômage dont nous ne mesurons pas encore pleinement les effets.

L'intérêt d'une telle réforme pour nos finances publiques paraît également minime, seule une minorité de chômeurs épuisant en réalité la totalité de leurs droits. Le potentiel bénéfique budgétaire n'est donc pas à la hauteur de l'enjeu, ce que semble partager l'opinion publique puisque seuls 38% des Français estiment cette mesure efficace pour réduire le déficit public. En la matière, il est intéressant d'observer un regain vif d'intérêt pour l'intensification des mesures fiscales ciblées sur les plus riches. La taxation des superprofits et l'augmentation des impôts pour les plus riches convoquent respectivement 84% et 76% d'opinions favorables pour réduire le déficit public contre seulement 10% pour la désindexation des pensions de retraite sur l'inflation. Si cette dernière option demeure un totem d'impopularité, elle pourrait toutefois générer plusieurs milliards d'économies chaque année. »

Lisa Thomas-Darbois | Directrice adjointe des études France



Pour l'opinion, la responsabilité du déficit public revient d'abord à la mauvaise gestion des gouvernements successifs et à la crise Covid

Le déficit public s'élève à 154 milliards d'euros en France en 2023. Cela représente 5,5 % du produit intérieur brut (PIB) et constitue une dégradation par rapport à 2022. D'après vous, quelles sont les principales causes de cette situation ? En 1^{er} ? En 2^{ème} ? En 3^{ème} ?

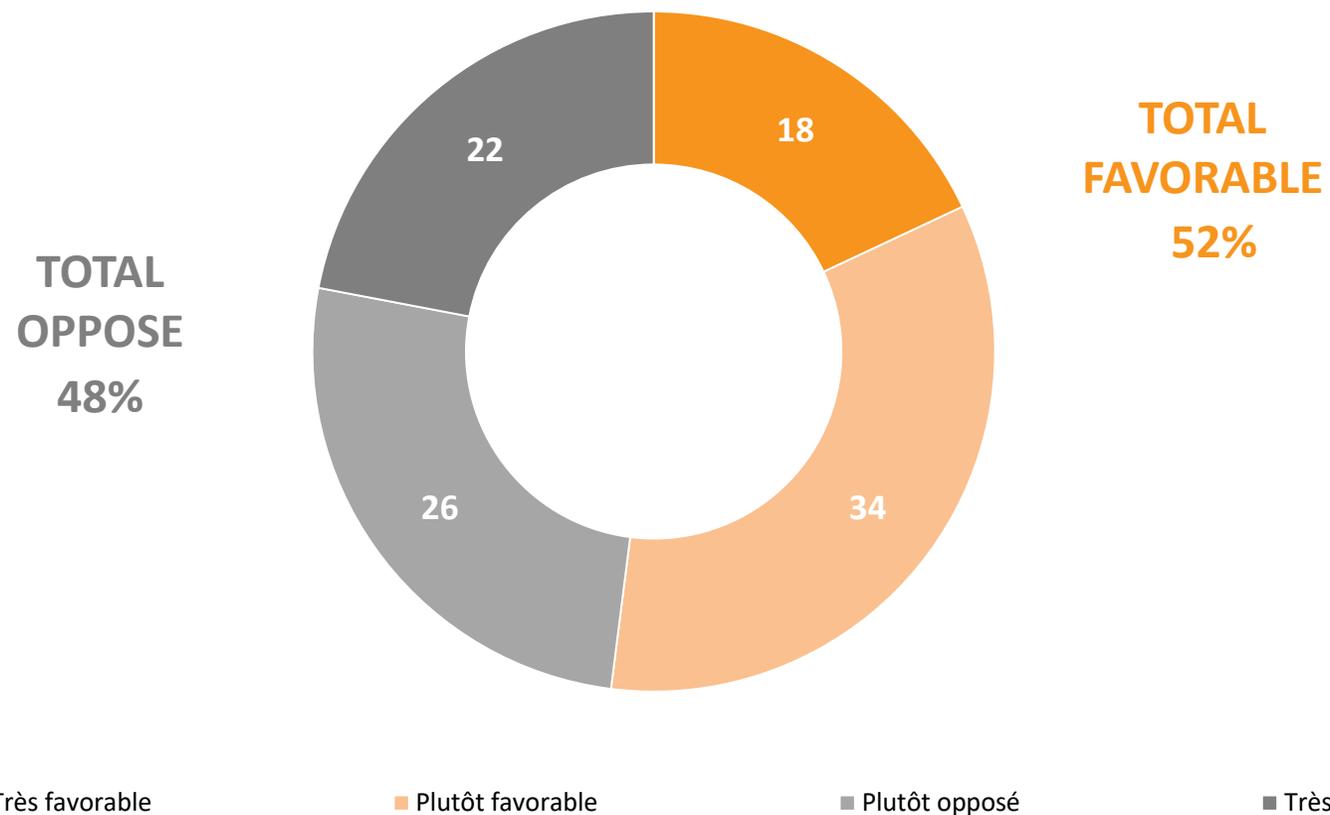
En % - Ensemble des Français – 3 réponses possibles



Les Français sont très partagés sur le durcissement de l'Assurance chômage...

Pour réduire le déficit public, le Premier ministre Gabriel Attal a exprimé la volonté de durcir les règles de l'Assurance chômage, en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation (de 18 mois actuellement à 12 mois maximum). **Vous personnellement, pour réduire le déficit public, êtes-vous favorable ou opposé à un durcissement des règles de l'assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation ?**

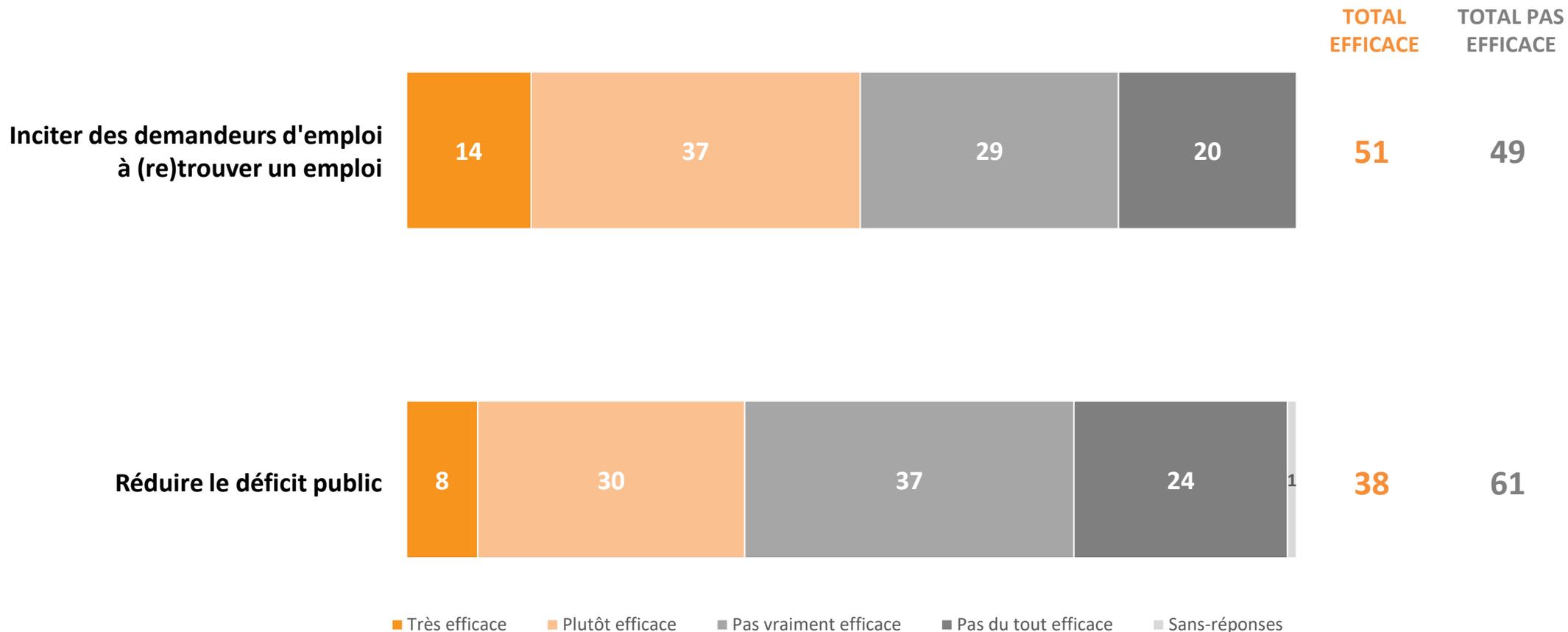
En % - Ensemble des Français



...et doutent de l'efficacité de cette mesure pour réduire le déficit et inciter au retour à l'emploi

Avez-vous le sentiment que cette mesure de durcissement de l'Assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation sera efficace ou pas efficace pour... ?

En % - Ensemble des Français

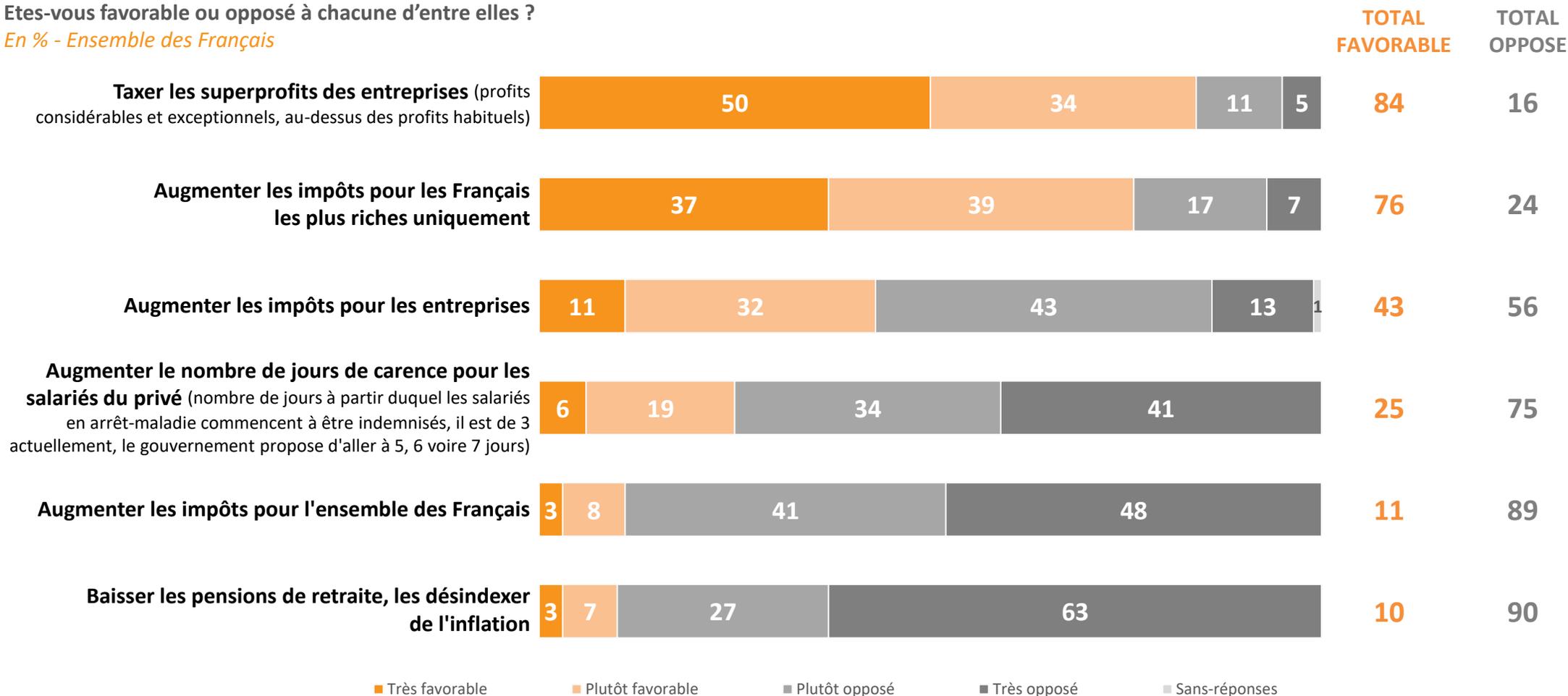


Pour réduire le déficit, les Français plébiscitent la taxation des superprofits et l'augmentation des impôts pour les plus riches mais rejettent la désindexation des retraites, la hausse des impôts pour tous et l'augmentation du nombre de jours de carence

Pour réduire le déficit et la dette publique, d'autres mesures sont proposées par le gouvernement ou évoquées dans le débat public.

Etes-vous favorable ou opposé à chacune d'entre elles ?

En % - Ensemble des Français

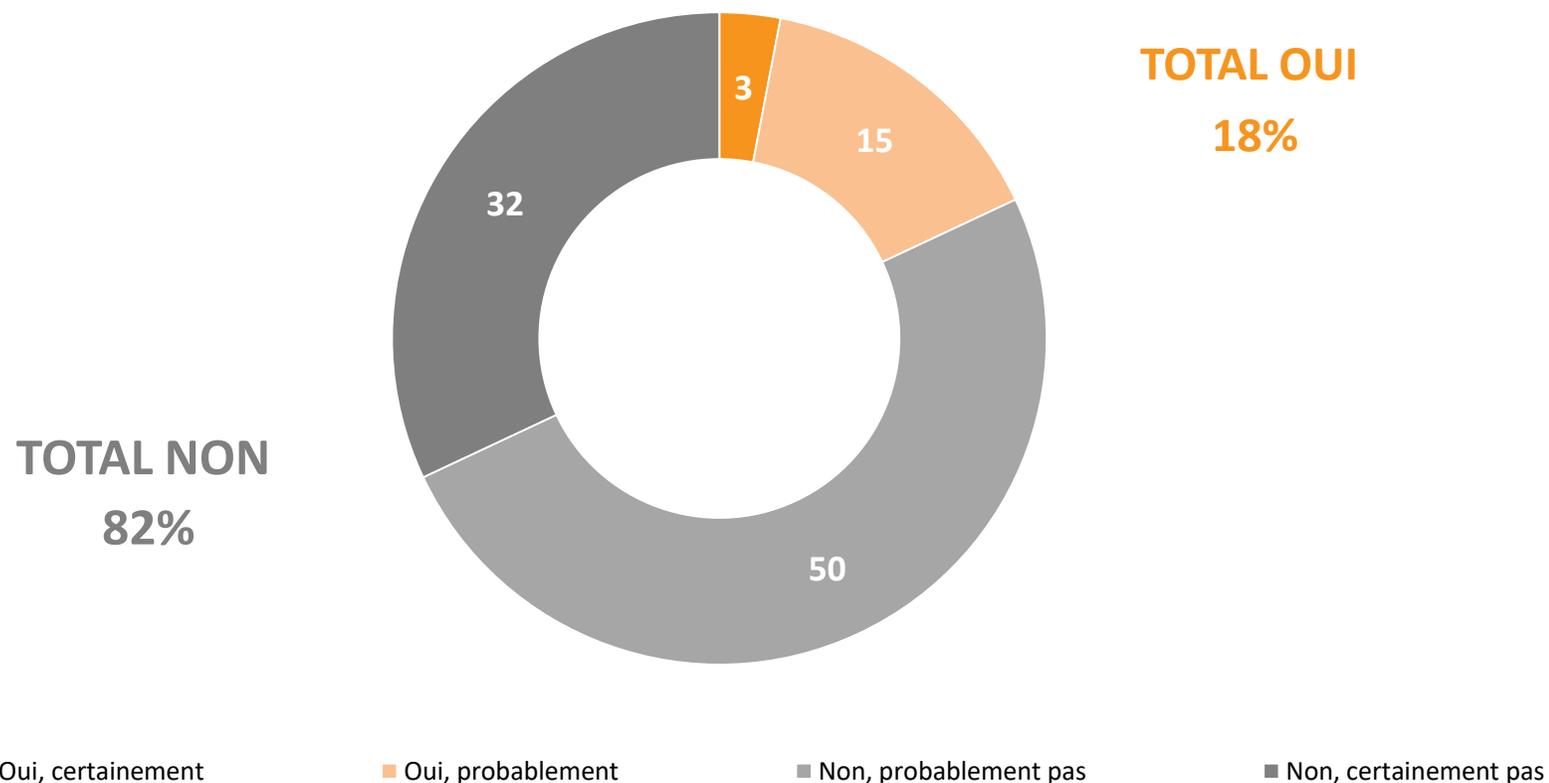


« Passer sous les 3% de déficit d'ici 2027 » : une très large majorité de Français estime que le gouvernement ne parviendra pas à atteindre cet objectif formulé par Gabriel Attal

Le déficit public est actuellement à 5,5%. Le premier ministre Gabriel Attal a déclaré : « Nous gardons l'objectif de passer sous les 3% de déficit en 2027. Quand vous êtes en dessous de 3 %, ça veut dire que vous commencez à rembourser votre dette ».

Pensez-vous que le gouvernement parviendra à cet objectif de passer sous les 3% de déficit d'ici 2027 ?

En % - Ensemble des Français



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

D'après vous, quelles sont les principales causes de cette situation ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	La mauvaise gestion des gouvernements des 30 dernières années	La mauvaise gestion d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements	La crise Covid et les aides dépensées lors du « quoi qu'il en coûte »	Les aides sociales trop généreuses	Le contexte international, la guerre en Ukraine	La faiblesse de la croissance économique française	La hausse des taux d'intérêts (le prix que doivent payer les agents économiques pour emprunter)	Le taux de chômage trop élevé	Le ralentissement des pays européens partenaires	Le ralentissement de l'économie chinoise
Total	47	46	46	36	34	31	18	17	8	5
SEXE DU REpondANT										
Un homme	49	48	44	34	34	32	18	16	8	7
Une femme	46	44	47	38	34	31	18	17	8	4
AGE DU REpondANT										
18-24 ans	37	33	43	22	43	35	21	24	17	10
25-34 ans	42	39	47	34	37	23	23	23	5	9
35-49 ans	49	50	44	33	32	30	22	18	6	5
50-64 ans	51	47	50	34	34	33	18	14	8	2
65 ans et plus	49	51	43	47	30	34	12	13	10	3
PROFESSION DU REpondANT										
ACTIFS	48	45	46	34	34	31	21	17	7	5
Agric., artisan, comm.	67	49	34	45	15	30	16	23	3	10
CSP+	48	41	50	33	34	36	23	15	8	2
Cadres	44	40	46	35	39	33	19	14	14	5
Profession Intermédiaire	51	41	53	31	31	39	25	15	4	1
CSP-	46	48	44	34	37	27	21	19	7	6
Employé	53	40	48	33	34	26	18	20	8	8
Ouvrier	36	58	37	35	40	28	24	17	5	2
INACTIFS	45	47	45	39	34	32	15	17	10	6
Retraité	49	50	45	46	31	34	12	13	10	3
Autre inactif	36	41	46	22	40	27	20	24	12	12
CATEGORIE D'AGGLOMERATION										
Communes rurales	47	49	44	41	32	28	18	17	6	5
Communes urb. de province	48	46	46	36	34	32	17	16	9	5
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	52	50	45	36	32	29	19	13	10	6
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	48	41	48	33	37	35	15	17	8	4
100.000 hab. et plus	46	46	46	38	34	32	17	17	9	4
Agglomération parisienne	43	41	46	29	34	34	23	20	8	8
REGION DE RESIDENCE (UDAS)										
Région Parisienne	42	39	46	29	36	33	24	21	8	8
Province	48	47	45	38	33	31	17	16	8	5
Nord-Est	45	45	44	34	34	30	23	18	8	5
Nord-Ouest	48	44	45	41	35	28	18	16	8	5
Sud-Ouest	57	54	40	32	24	34	17	15	8	6
Sud Est	47	50	50	40	35	32	12	15	8	3

Détail des résultats

Par catégories politiques

D'après vous, quelles sont les principales causes de cette situation ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	La mauvaise gestion des gouvernements des 30 dernières années	La mauvaise gestion d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements	La crise Covid et les aides dépensées lors du « quoi qu'il en coûte »	Les aides sociales trop généreuses	Le contexte international, la guerre en Ukraine	La faiblesse de la croissance économique française	La hausse des taux d'intérêts (le prix que doivent payer les agents économiques pour emprunter)	Le taux de chômage trop élevé	Le ralentissement des pays européens partenaires	Le ralentissement de l'économie chinoise
Total	47	46	46	36	34	31	18	17	8	5
PREFERENCE PARTISANE										
TOTAL GAUCHE	44	50	47	17	40	35	29	15	6	5
La France insoumise (FI)	47	81	40	13	38	25	27	17	5	4
EELV / G.s	35	40	47	16	42	30	32	20	5	9
Le Parti Socialiste (PS)	50	39	53	19	37	44	26	8	8	3
TOTAL LREM ET ALLIES	42	16	59	47	46	36	18	14	16	4
La République en marche	35	5	61	49	57	38	17	14	17	5
TOTAL DROITE	48	37	46	67	30	28	7	18	11	7
Les Républicains	47	37	47	67	30	27	7	19	11	6
TOTAL RN/R!	52	66	37	55	24	28	9	15	6	2
Le Rassemblement National	50	65	35	56	24	30	9	16	7	3
Reconquête	72	71	42	52	20	19	10	4	5	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	49	44	46	30	32	30	18	19	8	6
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)										
Jean-Luc MELENCHON	44	71	46	12	40	36	22	12	4	2
Yannick JADOT	53	32	65	13	41	46	14	6	4	9
Emmanuel MACRON	43	14	62	45	45	37	19	14	11	4
Valérie PECRESSE	53	48	49	53	25	29	10	14	10	6
Marine LE PEN	45	59	36	60	23	26	12	15	6	5
Eric ZEMMOUR	68	75	35	66	15	21	4	11	4	0
Abstention, vote blanc ou nul	50	42	40	29	37	30	20	21	10	5
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)										
Emmanuel MACRON	42	28	59	36	45	35	19	15	9	4
Marine LE PEN	51	63	38	53	22	29	12	14	6	4
Abstention, vote blanc ou nul	53	55	37	28	32	33	20	17	7	5

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Vous personnellement, pour réduire le déficit public, êtes-vous favorable ou opposé à un durcissement des règles de l'assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation ?

En %	TOTAL FAVORABLE	Très favorable	Plutôt favorable	TOTAL OPPOSE	Plutôt opposé	Très opposé	Sans-réponses
Total	52	18	34	48	26	22	0
SEXE DU REpondANT							
Un homme	54	21	33	46	22	24	0
Une femme	49	15	34	51	31	20	0
AGE DU REpondANT							
18-24 ans	55	18	37	45	26	19	0
25-34 ans	52	21	31	48	23	25	0
35-49 ans	50	15	35	50	25	25	0
50-64 ans	40	16	24	60	36	24	0
65 ans et plus	63	21	42	37	21	16	0
PROFESSION DU REpondANT							
ACTIFS	50	18	32	50	28	22	0
Agric., artisan, comm.	67	29	38	33	20	13	0
CSP+	50	19	31	50	30	20	0
Cadres	57	19	38	43	28	15	0
Profession Intermédiaire	46	19	27	54	31	23	0
CSP-	46	15	31	54	29	25	0
Employé	46	18	28	54	32	22	0
Ouvrier	46	12	34	54	24	30	0
INACTIFS	55	18	37	45	24	21	0
Retraité	62	20	42	38	22	16	0
Autre inactif	41	14	27	59	28	31	0
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	55	20	35	45	24	21	0
Communes urb. de province	52	18	34	48	27	21	0
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	48	16	32	52	31	21	0
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	49	18	31	51	26	25	0
100.000 hab. et plus	56	19	37	44	24	20	0
Agglomération parisienne	48	15	33	52	29	23	0
REGION DE RESIDENCE (UDAS)							
Région Parisienne	48	15	33	52	29	23	0
Province	53	19	34	47	26	21	0
Nord-Est	51	16	35	49	25	24	0
Nord-Ouest	52	17	35	48	27	21	0
Sud-Ouest	53	21	32	47	19	28	0
Sud Est	55	22	33	45	28	17	0

Détail des résultats

Par catégories politiques

Vous personnellement, pour réduire le déficit public, êtes-vous favorable ou opposé à un durcissement des règles de l'assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation ?

En %	TOTAL FAVORABLE	Très favorable	Plutôt favorable	TOTAL OPPOSE	Plutôt opposé	Très opposé	Sans-réponses
Total	52	18	34	48	26	22	0
PREFERENCE PARTISANE							
TOTAL GAUCHE	32	9	23	68	31	37	0
La France insoumise (FI)	13	4	9	87	34	53	0
EELV / G.s	39	7	32	61	27	34	0
Le Parti Socialiste (PS)	40	10	30	60	32	28	0
TOTAL LREM ET ALLIES	77	33	44	23	15	8	0
La République en marche	84	35	49	16	12	4	0
TOTAL DROITE	86	32	54	14	9	5	0
Les Républicains	85	33	52	15	9	6	0
TOTAL RN/R!	54	22	32	46	27	19	0
Le Rassemblement National	56	22	34	44	26	18	0
Reconquête	49	24	25	51	35	16	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	49	15	34	51	30	21	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)							
Jean-Luc MELENCHON	27	9	18	73	25	48	0
Yannick JADOT	46	7	39	54	31	23	0
Emmanuel MACRON	72	28	44	28	20	8	0
Valérie PECRESSE	77	27	50	23	21	2	0
Marine LE PEN	61	24	37	39	24	15	0
Eric ZEMMOUR	55	30	25	45	29	16	0
Abstention, vote blanc ou nul	46	11	35	54	31	23	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)							
Emmanuel MACRON	63	21	42	37	21	16	0
Marine LE PEN	54	22	32	46	27	19	0
Abstention, vote blanc ou nul	39	12	27	61	30	31	0

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Avez-vous le sentiment que cette mesure de durcissement de l'Assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation sera efficace ou pas efficace pour... ?

En % - TOTAL EFFICACE	Inciter des demandeurs d'emploi à (re)trouver un emploi	Réduire le déficit public
Total	51	38
SEXE DU REpondANT		
Un homme	51	39
Une femme	51	38
AGE DU REpondANT		
18-24 ans	59	49
25-34 ans	58	43
35-49 ans	55	41
50-64 ans	39	25
65 ans et plus	52	41
PROFESSION DU REpondANT		
ACTIFS	52	38
Agric., artisan, comm.	55	50
CSP+	53	37
Cadres	53	36
Profession Intermédiaire	54	38
CSP-	51	36
Employé	52	41
Ouvrier	48	30
INACTIFS	50	39
Retraité	52	41
Autre inactif	45	35
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	51	35
Communes urb. de province	52	37
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	48	33
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	52	32
100.000 hab. et plus	54	43
Agglomération parisienne	49	46
REGION DE RESIDENCE (UDAS)		
Région Parisienne	49	45
Province	52	36
Nord-Est	50	35
Nord-Ouest	53	37
Sud-Ouest	48	32
Sud Est	53	40

Détail des résultats

Par catégories politiques

Avez-vous le sentiment que cette mesure de durcissement de l'Assurance chômage en réduisant de plusieurs mois la durée d'indemnisation sera efficace ou pas efficace pour... ?

En % - TOTAL EFFICACE	Inciter des demandeurs d'emploi à (re)trouver un emploi	Réduire le déficit public
Total	51	38
PREFERENCE PARTISANE		
TOTAL GAUCHE	38	28
La France insoumise (FI)	24	16
EELV / G.s	45	33
Le Parti Socialiste (PS)	44	33
TOTAL LREM ET ALLIES	72	58
La République en marche	77	68
TOTAL DROITE	76	57
Les Républicains	78	55
TOTAL RN/R!	50	38
Le Rassemblement National	52	39
Reconquête	47	37
SANS PREFERENCE PARTISANE	48	35
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)		
Jean-Luc MELENCHON	35	22
Yannick JADOT	45	37
Emmanuel MACRON	68	55
Valérie PECRESSE	63	52
Marine LE PEN	56	40
Eric ZEMMOUR	56	39
Abstention, vote blanc ou nul	47	37
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)		
Emmanuel MACRON	62	48
Marine LE PEN	53	37
Abstention, vote blanc ou nul	41	30

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Pour réduire le déficit et la dette publique, d'autres mesures sont proposées par le gouvernement ou évoquées dans le débat public. Etes-vous favorable ou opposé à chacune d'entre elles ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Taxer les superprofits des entreprises (profits considérables et exceptionnels, au-dessus des profits habituels)	Augmenter les impôts pour les Français les plus riches uniquement	Augmenter les impôts pour les entreprises	Augmenter le nombre de jours de carence pour les salariés du privé (nombre de jours à partir duquel les salariés en arrêt-maladie commencent à être indemnisés, il est de 3 actuellement, le gouvernement propose d'aller à 5, 6 voire 7 jours)	Augmenter les impôts pour l'ensemble des Français	Baisser les pensions de retraite, les désindexer de l'inflation
Total	84	76	43	25	11	10
SEXE DU REpondANT						
Un homme	85	73	44	30	15	13
Une femme	84	77	44	22	8	7
AGE DU REpondANT						
18-24 ans	72	65	50	37	19	27
25-34 ans	67	64	41	24	16	19
35-49 ans	85	73	42	23	10	12
50-64 ans	89	80	48	23	9	4
65 ans et plus	92	82	40	26	7	1
PROFESSION DU REpondANT						
ACTIFS	83	73	44	24	12	13
Agric., artisan, comm.	75	64	36	44	19	22
CSP+	85	71	42	23	11	12
Cadres	84	65	42	34	17	18
Profession Intermédiaire	85	75	42	15	7	8
CSP-	82	77	46	21	10	12
Employé	78	73	45	21	10	13
Ouvrier	86	81	48	21	10	11
INACTIFS	86	79	43	28	10	5
Retraité	93	83	42	25	8	1
Autre inactif	70	69	47	33	15	14
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	85	75	41	21	10	9
Communes urb. de province	85	77	43	27	10	9
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	84	73	33	27	8	6
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	88	83	42	28	9	12
100.000 hab. et plus	85	76	49	26	12	10
Agglomération parisienne	80	70	48	24	15	13
REGION DE RESIDENCE (UDAS)						
Région Parisienne	78	69	47	24	14	13
Province	85	77	43	26	10	9
Nord-Est	83	77	45	27	14	11
Nord-Ouest	85	76	43	26	11	11
Sud-Ouest	85	78	35	21	6	4
Sud Est	87	78	43	26	7	8

Détail des résultats

Par catégories politiques

Pour réduire le déficit et la dette publique, d'autres mesures sont proposées par le gouvernement ou évoquées dans le débat public. Etes-vous favorable ou opposé à chacune d'entre elles ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Taxer les superprofits des entreprises (profits considérables et exceptionnels, au-dessus des profits habituels)	Augmenter les impôts pour les Français les plus riches uniquement	Augmenter les impôts pour les entreprises	Augmenter le nombre de jours de carence pour les salariés du privé (nombre de jours à partir duquel les salariés en arrêt-maladie commencent à être indemnisés, il est de 3 actuellement, le gouvernement propose d'aller à 5, 6 voire 7 jours)	Augmenter les impôts pour l'ensemble des Français	Baisser les pensions de retraite, les désindexer de l'inflation
Total	84	76	43	25	11	10
PREFERENCE PARTISANE						
TOTAL GAUCHE	92	86	62	18	13	11
La France insoumise (FI)	94	80	69	10	6	14
EELV / G.s	91	91	65	23	17	17
Le Parti Socialiste (PS)	93	84	52	17	12	2
TOTAL LREM ET ALLIES	90	71	40	38	19	11
La République en marche	90	73	44	49	23	17
TOTAL DROITE	81	55	34	39	23	15
Les Républicains	81	56	34	40	23	15
TOTAL RN/R!	81	74	34	21	6	10
Le Rassemblement National	81	74	36	22	4	9
Reconquête	75	62	32	24	24	13
SANS PREFERENCE PARTISANE	81	74	41	24	7	7
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)						
Jean-Luc MELENCHON	96	84	60	14	7	9
Yannick JADOT	95	89	59	20	13	4
Emmanuel MACRON	92	70	38	35	17	12
Valérie PECRESSE	85	72	31	29	16	7
Marine LE PEN	86	79	41	25	8	6
Eric ZEMMOUR	67	55	29	30	14	14
Abstention, vote blanc ou nul	78	76	43	24	8	8
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)						
Emmanuel MACRON	92	77	44	31	14	10
Marine LE PEN	81	75	38	26	10	10
Abstention, vote blanc ou nul	83	77	47	18	7	5

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Pensez-vous que le gouvernement parviendra à cet objectif de passer sous les 3% de déficit d'ici 2027 ?

En %	TOTAL OUI	Oui, certainement	Oui, probablement	TOTAL NON	Non, probablement pas	Non, certainement pas	Sans-réponses
Total	18	3	15	82	50	32	0
SEXE DU REpondANT							
Un homme	21	3	18	79	43	36	0
Une femme	16	2	14	83	55	28	1
AGE DU REpondANT							
18-24 ans	39	6	33	61	38	23	0
25-34 ans	25	6	19	74	47	27	1
35-49 ans	13	2	11	87	46	41	0
50-64 ans	13	1	12	86	53	33	1
65 ans et plus	16	2	14	84	56	28	0
PROFESSION DU REpondANT							
ACTIFS	17	3	14	83	49	34	0
Agric., artisan, comm.	28	14	14	71	42	29	1
CSP+	15	1	14	85	51	34	0
Cadres	23	1	22	77	44	33	0
Profession Intermédiaire	9	1	8	91	55	36	0
CSP-	18	3	15	82	48	34	0
Employé	22	4	18	78	49	29	0
Ouvrier	11	1	10	88	47	41	1
INACTIFS	19	2	17	80	51	29	1
Retraité	16	2	14	83	56	27	1
Autre inactif	28	4	24	72	39	33	0
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	19	4	15	80	45	35	1
Communes urb. de province	18	3	15	82	50	32	0
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	13	2	11	87	44	43	0
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	16	2	14	83	54	29	1
100.000 hab. et plus	21	3	18	79	52	27	0
Agglomération parisienne	20	3	17	80	55	25	0
REGION DE RESIDENCE (UDAS)							
Région Parisienne	19	2	17	81	55	26	0
Province	18	3	15	82	49	33	0
Nord-Est	20	2	18	80	46	34	0
Nord-Ouest	19	3	16	80	50	30	1
Sud-Ouest	12	1	11	87	42	45	1
Sud Est	17	3	14	82	52	30	1

Détail des résultats

Par catégories politiques

Pensez-vous que le gouvernement parviendra à cet objectif de passer sous les 3% de déficit d'ici 2027 ?

En %	TOTAL OUI	Oui, certainement	Oui, probablement	TOTAL NON	Non, probablement pas	Non, certainement pas	Sans-réponses
Total	18	3	15	82	50	32	0
PREFERENCE PARTISANE							
TOTAL GAUCHE	17	4	13	81	52	29	2
La France insoumise (FI)	12	1	11	82	32	50	6
EELV / G.s	22	7	15	78	61	17	0
Le Parti Socialiste (PS)	15	2	13	85	55	30	0
TOTAL LREM ET ALLIES	38	4	34	62	53	9	0
La République en marche	48	5	43	52	49	3	0
TOTAL DROITE	35	3	32	65	50	15	0
Les Républicains	35	3	32	65	51	14	0
TOTAL RN/R!	9	3	6	91	46	45	0
Le Rassemblement National	9	3	6	90	47	43	1
Reconquête	5	0	5	95	45	50	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	14	1	13	86	51	35	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)							
Jean-Luc MELENCHON	10	1	9	88	49	39	2
Yannick JADOT	11	0	11	89	59	30	0
Emmanuel MACRON	33	5	28	67	56	11	0
Valérie PECRESSE	24	5	19	76	61	15	0
Marine LE PEN	14	2	12	85	48	37	1
Eric ZEMMOUR	2	0	2	98	46	52	0
Abstention, vote blanc ou nul	15	2	13	85	49	36	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)							
Emmanuel MACRON	27	4	23	73	56	17	0
Marine LE PEN	12	2	10	88	46	42	0
Abstention, vote blanc ou nul	10	2	8	89	49	40	1

—
11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

—
ELABE

